ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.735/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.735/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 23 mai 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "établissant les règles de calcul et d'indexation du revenu moyen de l'étude d'un notaire et établissant les critères de correction éventuelle à la baisse pour des raisons économiques ou d'équité", a donné le 27 juin 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 mei 2001 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de regels inzake berekening en indexering van het gemiddeld inkomen van het kantoor van een notaris en tot bepaling van de criteria van de eventuele correctie naar beneden toe om economische of billijkheidsredenen", heeft op 27 juni 2001 het volgende advies gegeven :

Observation préliminaire

Etant donné le nombre limité d'articles que comprend le projet d'arrêté, il n'y a pas lieu de diviser son texte en chapitres, sections et sous-sections. Le Conseil d'Etat n'a, dès lors, pas examiné la correction de leurs intitulés.

Examen du projet

Intitulé

Le projet ne se limite pas à prévoir les règles de calcul et d'indexation du revenu moyen de l'étude d'un notaire ainsi que les critères de correction éventuelle à la baisse pour des raisons économiques ou d'équité. Il règle également des questions relatives à l'estimateur et au paiement de l'indemnité.

L'intitulé doit refléter le contenu du texte. Il y a, dès lors, lieu de le rédiger comme suit :

"Arrêté royal relatif à l'indemnité de reprise d'une étude notariale.".

Préambule

Alinéa 1er

Le fondement légal de l'arrêté en projet est l'article 55, § 3, c), de la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI.

Il y a lieu de compléter l'alinéa comme suit : "... notamment l'article 55, § 3, c), remplacé par ...".

Alinéa 3

Il y a lieu de compléter l'alinéa comme suit : "... du Conseil des ministres le 18 mai 2001 sur la demande d'avis ...".

Dispositif

Article 1er

1. Le recours à des tirets est à déconseiller car il rend malaisée la référence aux dispositions qu'ils comportent. Il y a lieu de lui préférer une numérotation simple en 1°, 2°, 3°, ...

2. Le 3e tiret (devenant le 3°) doit être rédigé comme suit :

"3° le notaire titulaire ou le notaire titulaire associé qui cesse ses fonctions par l'effet de l'acceptation de sa démission, de sa destitution, de la limite d'âge ou de l'annulation de sa nomination, ou les ayants droit du notaire titulaire décédé";

3. Au 4e tiret (devenant le 4°), il y a lieu d'ajouter les mots "ou de son auteur".

La même observation vaut pour toutes les dispositions du texte qui utilisent le terme "cédant" (à l'exception de l'article 4 dans le texte proposé infra), c'est-à-dire les articles 6, 7, 9, 11, 13, 15, 16 et 17.

Article 3

Il convient de prévoir dès l'article 3, et non à l'article 4, que le rapport de l'estimateur est motivé et daté. A l'alinéa 1er, il y a donc lieu d'ajouter les mots "motivé et daté" après les mots "son rapport".

Article 4

1. Selon l'article 4 du projet, "le montant de l'indemnité est fixé en euros". La disposition entend par là préciser quelle sera l'unité monétaire légale dans laquelle l'estimateur déterminera la valeur des biens visés à l'article 55, § 1er, a), alinéa 1er, de la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI précitée.

L'article 2 du règlement CE n° 974/98 du Conseil concernant l'introduction de l'euro [1] dispose :

(1) J.O. 11 mai 1998 (Moniteur belge du 23 juin 1998).

"A compter du 1er janvier 1999, la monnaie des Etats membres participants est l'euro. L'unité monétaire est un euro (...).".

L'euro est devenu l'unité monétaire de la Belgique le 1er janvier 1999 lorsque le Conseil des ministres de l'Union européenne a fixé, le 31 décembre 1998, le taux de conversion irrévocable de l'euro en chacune des monnaies des Etats membres qui participent à l'Union monétaire dès ce 1er janvier 1999 [2].

Le texte en projet est destiné à s'appliquer de manière générale et indéterminée dans le temps. Il n'est donc pas nécessaire que le Roi précise que la somme doit être libellée en euros puisqu'il s'agit de l'unité monétaire légale dans laquelle il convient d'exprimer la valeur de l'indemnité [3].

Rien ne s'oppose cependant à ce qu'une disposition transitoire autorise l'emploi du franc pour exprimer la valeur de l'indemnité. A l'article 20 du projet, il ne s'agit donc pas, à proprement parler, d'une dérogation, mais de la possibilité d'exprimer la même valeur dans l'ancienne unité monétaire légale. L'article 20 doit être revu à la lumière de cette observation.

---

(2) Avis du 1er janvier 1999 (Moniteur belge du 1er janvier 1999).

(3) Selon l'article 3 du règlement CE n° 974/98 précité, "l'euro remplace la monnaie de chaque Etat membre participant au taux de conversion".

2. Compte tenu de l'observation qui précède et de celle formulée sous l'article 3, l'article 4 doit être rédigé comme suit :

"Art. 4. Le coût du rapport est à charge du cédant.".

Article 6

1. A l'alinéa 1er, il convient de remplacer les termes "au sein d'une société unipersonnelle" par les termes "en société".

2. Le projet vise le revenu professionnel net déclaré pour la perception de l'impôt des personnes physiques, éventuellement rectifié par l'administration fiscale.

Le projet reste cependant en défaut d'indiquer comment on pourra tenir compte des rectifications postérieures à la cession. Cette hypothèse n'est pas rencontrée par l'article 17 du projet, qui ne vise que la rectification, dans un délai limité à un an, des seules erreurs matérielles.

3. A l'alinéa 2, 2°, a), d) et f), le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité des termes "leasing" et "renting".

Dans le cas du "leasing" (location-financement au sens du droit comptable), le notaire déduit des amortissements. Dans le cas du "renting" (ce qui désigne, dans la pratique, la location), le notaire déduit les loyers.

Ces termes doivent, dès lors, être omis à moins qu'ils ne soient pris dans un autre sens, qui dans ce cas doit être défini.

Article 7

L'alinéa 2, 2°, serait mieux rédigé comme suit :

"2° sont ajoutées, pour autant que ces charges aient été déduites du revenu déclaré :

a) les charges visées à l'article 6, alinéa 2, 2°, à l'exception de celles énoncées sous la lettre k;

b) les primes d'assurance «dirigeant d'entreprise» ou d'assurance groupe et les provisions pour pension et droits similaires, relatives au gérant;

c) la rémunération brute du gérant et les cotisations sociales éventuelles afférentes à cette rémunération, y compris les cotisations pour pension complémentaire.".

La même structure doit être adoptée pour la rédaction de l'article 9, alinéa 2, 2°.

Article 8

Cet article énonce une évidence et pourrait être supprimé.

Article 10

L'article 10 peut être omis.

En ce qui concerne l'alinéa 1er, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 8.

L'alinéa 2 dispose que la quote-part du revenu moyen appartenant au cédant est déterminée conformément à l'article 51, § 1er, de la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI précitée. L'article 51, § 1er, dispose notamment que le contrat constitutif de la société contient les statuts et règle, entre autres, les éléments composant l'avoir social, les droits que chaque associé y acquiert et sa quote-part dans les revenus.

L'alinéa 2 est inutile, dès lors, que l'article 55, § 3, b), de la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI précitée, dispose déjà que :

> "En cas d'association, le montant de l'indemnité est égal à deux fois et demie la quote-part du notaire associé dans le revenu de l'étude visé sous a, telle que cette quote-part est fixée par le contrat de société.".

Article 11

1. Il y a lieu de remplacer les termes "association n'ayant pas la personnalité juridique" par les termes "société civile dénuée de personnalité juridique".

2. L'article 11 renvoie aux articles 6 à 10, qui sont, "selon le cas, d'application par analogie".

La Chambre nationale des notaires a précisé que le renvoi fait aux dispositions concernant les sociétés unipersonnelles ou les associations dotées de la personnalité juridique s'explique par le fait qu'une association sans personnalité juridique pourrait exister entre un notaire et un notaire qui exerce sa profession au sein d'une société unipersonnelle ou même, bien que l'hypothèse soit fort théorique, entre un notaire et une association de notaires ayant la personnalité juridique.

Il serait plus clair de renvoyer aux règles fixées par l'article 6 et d'ajouter qu'au cas où cette société civile serait formée avec une société unipersonnelle ou avec une autre société dotée de la personnalité juridique, les articles 7 ou 9, selon le cas, seront applicables.

Article 12

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 12. Le revenu moyen du cédant ou de son auteur est indexé selon la formule suivante : revenu moyen multiplié par une fraction dont le numérateur est l'indice moyen des prix à la consommation des six derniers mois précédant celui au cours duquel est établi le rapport de l'estimateur et le dénominateur, l'indice moyen des cinq dernières années civiles précédant celle au cours de laquelle est établi ledit rapport.".

Article 14

Cette disposition est inutile, dès lors que l'article 55, § 3, a), de la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI, précitée dispose déjà que :

> "Le montant de l'indemnité prévue au § 1er, a., est égal à deux fois et demie le revenu moyen, indexé et éventuellement corrigé, des cinq dernières années de l'étude.".

Article 15

1. Le paragraphe 1er dispose que les décisions de l'estimateur lient le cédant et le cessionnaire.

Il va de soi cependant que toute contestation relative à l'indemnité de reprise d'une étude notariale pourra être portée devant les tribunaux de l'ordre judiciaire, puisqu'il s'agit de droits civils.

2. Le paragraphe 3, alinéa 1er, est inutile, en tant qu'il dispose que l'intérêt est l'intérêt légal (article 1153 du Code civil). En outre, en tant qu'il dispense le créancier de la mise en demeure, il déroge à l'article 1146 du Code civil, ce qui excède les pouvoirs du Roi [4].

Le paragraphe 3, alinéa 1er, doit, dès lors, être omis.

3. Le paragraphe 3, alinéa 3, dispose que l'établissement de crédit sur lequel l'indemnité aura été versée ne pourra mettre cette indemnité à disposition du notaire cédant que sur présentation d'une autorisation de libérer

---

(4) Voir, dans le même sens, l'avis 28.082/2/V, donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 27 juillet 1998 sur un projet devenu l'arrêté royal du 27 juillet 1998 "établissant les statuts d'A.S.T.R.I.D." qui précise :

"L'alinéa 8 de cette disposition prévoit qu'en cas de cession d'actions de la société A.S.T.R.I.D., le cessionnaire est tenu de payer le prix dans les trente jours de la détermination de celui-ci et que, passé ce délai, le prix porte intérêt de plein droit et sans mise en demeure.

Le Roi excède ainsi ses pouvoirs. Il ne Lui appartient pas de régler les relations juridiques du cédant et du cessionnaire et encore moins de déroger au droit commun en décidant que l'intérêt court de plein droit, sans mise en demeure.".

les fonds, en tout ou en partie, émanant de la Chambre des notaires du ressort où est située l'étude.

Selon la Chambre nationale des notaires, cette disposition a pour but d'éviter que l'indemnité ne soit versée à un cédant qui serait encore tenu d'obligations vis-à-vis du fisc ou d'un client ou dont la comptabilité ne serait pas en ordre.

Les deux derniers alinéas du paragraphe 3 n'ont pas de fondement légal et doivent être omis.

Article 16

En vertu de l'article 55, § 1er, a), de la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI, précitée, doivent être remis au notaire nommé en remplacement, moyennant indemnité, tous les éléments meubles corporels et incorporels liés à l'organisation de l'étude. L'article 55, § 3, précise comment est calculée l'indemnité.

Il n'est donc pas possible de prévoir une seconde indemnité pour la valeur résiduelle du mobilier et du matériel cédés mais non totalement amortis fiscalement par le cédant.

En l'absence de toute base légale, l'article 16 doit, dès lors, être omis.

Article 17

1. Le Conseil d'Etat suppose que l'alinéa 1er vise les erreurs matérielles contenues dans le rapport de l'estimateur. Il convient de le préciser.

Il importe également de préciser que les erreurs matérielles sont corrigées par l'estimateur qui a établi le rapport.

L'alinéa 2 mentionne l'accord des parties. Quelles sont exactement ces parties ? Le cédant et le cessionnaire uniquement ou également l'estimateur ?

2. Un arrêté royal ne peut établir un tribunal, fût-il arbitral.

En outre, conformément à l'article 1682 du Code judiciaire, c'est aux parties concernées qu'il appartient de choisir librement leur arbitre si elles décident de recourir à l'arbitrage.

Les dispositions concernant l'arbitrage doivent, dès lors, être omises.

Article 18

Il y a lieu de régler de manière plus précise les trois hypothèses visées à l'article 50 de la loi du 4 mai 1999 "modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organi-

sation du notariat" plutôt que de déclarer applicable de manière analogue l'article 2, 2°, du projet d'arrêté.

Le Conseil d'Etat relève notamment que l'article 2, 2°, du projet fait référence à la date à laquelle le notaire est considéré comme démissionnaire en vertu des dispositions de l'article 2, alinéa 1er, de la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI précitée, qui dispose que les notaires sont considérés comme démissionnaires un an avant d'atteindre l'âge de soixante-sept ans.

Non seulement l'article 50 de la loi du 4 mai 1999 précitée retient d'autres dates que celle à laquelle le notaire atteint l'âge de soixante-sept ans, mais elle ne prévoit la date à laquelle les notaires visés sont réputés démissionnaires que dans l'une des trois hypothèses envisagées .

Article 19

Cette disposition fixe à deux mois à partir de l'entrée en vigueur du projet d'arrêté le délai dont dispose l'estimateur pour établir son rapport lorsque l'étude est déjà vacante à la date d'entrée en vigueur du projet d'arrêté. Elle reste cependant en défaut de prévoir le délai dans lequel l'estimateur est désigné, de sorte qu'en pratique, le délai dont il disposera pour établir son rapport dépendra du moment où il aura été désigné.

Il convient de prévoir d'abord dans quel délai l'estimateur est désigné et, ensuite, le délai dont il dispose pour rendre son rapport, pour autant que ce délai diffère de celui prévu à l'article 3 du projet d'arrêté.

Article 20

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 4 du projet

Observation finale de légistique

Il y a lieu de corriger certaines fautes d'orthographe, ainsi par exemple :

1. à l'article 1er, au 5°, il y a lieu d'écrire "réviseur d'entreprise";

2. à l'article 2, 2°, on écrira "démissionnaire";

3. à l'article 2, 3°, il y a lieu d'écrire "... du ressort où est située son étude";

4. à l'article 3, il y a lieu d'écrire "... trente".

Observations d'ordre linguistique

Dans la version néerlandaise du projet, plusieurs expressions laissent à désirer du point de vue de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et à titre d'exemple que sont faites les propositions de texte suivantes :

Article 2

Au 2°, il faut écrire : "... de tweede maand die voorafgaat aan de datum waarop ...".

Article 3

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "... binnen acht dagen ...". Cette observation vaut mutatis mutandis pour l'ensemble du projet.

Article 5

A l'alinéa 1er, mieux vaut écrire : "... twaalf maanden ..." Cette observation vaut, mutatis mutandis, pour l'ensemble du projet.

Article 6

A l'alinéa 1er, il faut écrire : "... voor elk van de laatste vijf kalenderjaren die voorafgaan aan het jaar waarin ... het nettoberoepsinkomen ...".

Article 7

Mieux vaut écrire : "... voor elk van de laatste vijf boekjaren die voorafgaan aan het boekjaar waarin ... het netto-inkomen ...".

Article 13

Au paragraphe 1er, il y a lieu d'écrire : "in voorkomend geval" au lieu de "gebeurlijk".

Article 18

Il faut écrire : "... het bepaalde in artikel ... en niet "de bepaling voorzien in ...".

Chaque fois que cela s'avère nécessaire, le texte néerlandais du projet doit être corrigé soigneusement.

Voorafgaande opmerking

Gezien het beperkte aantal artikelen dat het ontwerpbesluit bevat, is er geen grond om de tekst ervan te verdelen in hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen. De Raad van State heeft derhalve niet onderzocht of de opschriften ervan correct zijn.

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Het ontwerp beperkt zich niet tot het bepalen van de regels inzake berekening en indexering van het gemiddeld inkomen van het kantoor van een notaris, alsmede van de criteria van de eventuele correctie naar beneden toe om economische of billijkheidsredenen. Het regelt eveneens aangelegenheden met betrekking tot de schatter en de betaling van de vergoeding.

In het opschrift moet de inhoud van de tekst worden weergegeven. Het opschrift moet dan ook als volgt worden gesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de vergoeding voor de overname van een notariskantoor".

Aanhef

Eerste lid

De rechtsgrond van het ontworpen besluit is artikel 55, § 3, c), van de wet van 25 ventôse - 5 germinal jaar XI.

Dit lid moet als volgt worden aangevuld : "..., inzonderheid op artikel 55, § 3, c), vervangen bij de wet ...".

Derde lid

Dit lid moet als volgt worden aangevuld : "... van de Ministerraad van 18 mei 2001 over het verzoek ...".

Dispositief

Artikel 1

1. Het gebruik van streepjes moet worden afgeraden, daar de verwijzing naar de bepalingen waarin ze voorkomen erdoor bemoeilijkt wordt. Het is eenvoudiger de bepalingen te nummeren door middel van 1°, 2°, 3°, ...

2. Het derde streepje (dat 3° wordt) moet als volgt worden gesteld :

"3° de notaris-titularis of de geassocieerde notaris-titularis ... of de rechtverkrijgenden van de overleden notaris-titularis;".

3. In de tekst achter het vierde streepje (dat 4° wordt) schrijve men "... van de overdrager of van zijn rechtsvoorganger benoemd wordt;".

Dezelfde opmerking geldt voor alle bepalingen van de tekst waarin het woord "overdrager" voorkomt (met uitzondering van artikel 4 in de hierna voorgestelde tekst), te weten de artikelen 6, 7, 9, 11, 13, 15, 16 en 17.

Artikel 3

Niet in artikel 4, doch reeds in artikel 3 moet worden voorgeschreven dat het verslag van de schatter met redenen omkleed en gedateerd wordt. In het eerste lid moeten bijgevolg de woorden "met redenen omkleed en gedateerd" toegevoegd worden vóór het woord "verslag".

Artikel 4

1. Artikel 4 van het ontwerp bepaalt :

"Het bedrag van de vergoeding wordt in Euro uitgedrukt ...". De bedoeling ervan is dat in de bepaling gepreciseerd wordt wat de wettelijke rekeneenheid zal zijn waarin de schatter de waarde van de zaken genoemd in artikel 55, § 1, a), eerste lid, van de voornoemde wet van 25 ventôse - 5 germinal jaar XI uitdrukt.

Artikel 2 van verordening EG nr. 974/98 van de Raad over de invoering van de euro (1) bepaalt het volgende :

> "Met ingang van 1 januari 1999 is de euro de munteenheid van de deelnemende lidstaten. De rekeneenheid is één euro (...).".

De euro is op 1 januari 1999 de munteenheid van België geworden, toen de Raad van Ministers van de Europese unie op 31 december 1998 de onherroepelijke omrekeningskoersen heeft vastgelegd van de euro t.o.v. elk van de munten van de Lidstaten die vanaf 1 januari 1999 deelnemen aan de Muntunie (2).

---

(1) PB, 11 mei 1998 (Belgisch Staatsblad van 23 juni 1998).

(2) Bericht van 1 januari 1999 (Belgisch Staatsblad van 1 januari 1999).

De ontworpen tekst zal algemeen en onbeperkt in de tijd toepassing vinden. Het is dus niet nodig dat de Koning preciseert dat het bedrag in euro's moet worden uitgedrukt, daar het de wettelijke rekeneenheid is waarin de waarde van de vergoeding moet worden weergegeven (3).

Niets staat er echter aan in de weg dat bij wege van een overgangsbepaling de waarde van de vergoeding in Belgische franken mag worden uitgedrukt. In artikel 20 van het ontwerp is er dus strikt genomen geen sprake van een afwijking, doch van de mogelijkheid om dezelfde waarde in de vroegere wettelijke rekeneenheid uit te drukken. Artikel 20 moet herzien worden in het licht van deze opmerking.

2. Gelet op de voorgaande opmerking en op die welke onder artikel 3 is gemaakt, moet artikel 4 als volgt worden gesteld :

"Art. 4. De kosten van het verslag zijn voor rekening van de overdrager.".

---

(3) Artikel 3 van de voornoemde verordening EG nr. 974/98 bepaalt :

"De munteenheid van elke deelnemende lidstaat wordt tegen de omrekeningskoers vervangen door de euro.".

Artikel 6

1. In het eerste lid moeten de woorden "binnen een eenpersoonsvennootschap" vervangen worden door de woorden "in een vennootschap".

2. In het ontwerp is sprake van het nettoberoepsinkomen aangegeven voor de inning van de personenbelasting, eventueel herzien door de fiscale administratie.

Het ontwerp bepaalt echter niet hoe rekening kan worden gehouden met herzieningen na afloop van de overdracht. Dit geval wordt niet geregeld bij artikel 17 van het ontwerp, waarin alleen sprake is van de herziening, binnen een beperkt tijdvak van één jaar, van de loutere verschrijvingen.

3. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in het tweede lid, 2°, a), d) en f), de woorden "leasing" en "renting" worden gebruikt.

In het geval van "leasing" (soms ook aangeduid met het purisme "financieringshuur" in het boekhoudkundig recht) trekt de notaris aflossingen af. In het geval van "renting" (waarmee in de praktijk het in huur hebben wordt bedoeld) trekt hij de huurlasten af.

Deze termen moeten bijgevolg vervallen, tenzij ze in een andere betekenis worden opgevat, die alsdan moet worden gedefinieerd.

Artikel 7

Het zou beter zijn het tweede lid, 2°, als volgt te stellen :

"2° worden toegevoegd, voorzover die lasten van het aangegeven inkomen zijn afgetrokken :

a) de lasten genoemd in artikel 6, tweede lid, 2°, met uitzondering van die genoemd onder punt k;

b) de premies voor verzekering "bedrijfsleider" of voor een groepsverzekering en de voorzieningen voor pensioen en soortgelijke rechten, met betrekking tot de zaakvoerder;

c) de brutobezoldiging van de zaakvoerder en de eventuele sociale bijdragen die betrekking hebben op die bezoldiging, met inbegrip van de bijdragen voor een aanvullend pensioen.".

Dezelfde structuur moet worden gehanteerd voor de redactie van artikel 9, tweede lid, 2°.

Artikel 8

Het bepaalde in dit artikel is vanzelfsprekend, zodat het kan vervallen.

Artikel 10

Artikel 10 kan vervallen.

In verband met het eerste lid wordt verwezen naar de opmerking gemaakt onder artikel 8.

Het tweede lid bepaalt dat het aandeel van het gemiddeld inkomen van de overdrager vastgesteld wordt overeenkomstig artikel 51, § 1, van de voornoemde wet van 25 ventôse - 5 germinal jaar XI. Artikel 51, § 1, bepaalt onder meer dat het contract tot oprichting van de vennootschap de statuten bevat en onder meer de bestanddelen van het vennootschapsvermogen regelt, de rechten die elke vennoot daarin verkrijgt en zijn aandeel in het inkomen.

Het tweede lid is overbodig, daar artikel 55, § 3, b), van de voornoemde wet van 25 ventôse - 5 germinal jaar XI reeds bepaalt :

> "In geval van associatie is het bedrag van de vergoeding gelijk aan twee en een halve maal het aandeel van de geassocieerde notaris in het inkomen van het kantoor bedoeld onder a), zoals dit aandeel is vastgesteld in het vennootschapscontract.".

Artikel 11

1. De woorden "associatie die geen rechtspersoonlijkheid heeft" moeten worden vervangen door de woorden "burgerlijke vennootschap zonder rechtspersoonlijkheid".

2. Artikel 11 verwijst naar de artikelen 6 tot 10, die "al naar gelang het geval, op analoge wijze" van toepassing zijn.

De Nationale Kamer van Notarissen heeft geprecisеerd dat die verwijzing naar de bepalingen betreffende de eenpersoonsvennootschappen of naar de associaties met rechtspersoonlijkheid verklaard wordt door het feit dat een associatie zonder rechtspersoonlijkheid kan bestaan tussen een notaris en een andere notaris die zijn beroep uitoefent binnen een eenpersoonsvennootschap, of nog, hoewel dat geval vrij theoretisch is, tussen een notaris en een associatie van notarissen met rechtspersoonlijkheid.

Het zou duidelijker zijn te verwijzen naar de regels vastgelegd in artikel 6 en eraan toe te voegen dat de artikelen 7 of 9, naargelang van het geval, toepasselijk zijn ingeval die burgerlijke vennootschap met een eenpersoonsvennootschap gevormd is, of met een andere vennootschap met rechtspersoonlijkheid.

Artikel 12

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 12. Het gemiddeld inkomen van de overdrager of van zijn rechtsvoorganger wordt volgens de volgende formule geïndexeerd : gemiddeld inkomen vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen is van de laatste zes maanden voorafgaand aan de maand waarin het verslag van de schatter is opgesteld, en waarvan de noemer het gemiddelde indexcijfer is van de laatste vijf kalenderjaren voorafgaand aan het kalenderjaar waarin dat verslag is opgesteld".

Artikel 14

Deze bepaling is overbodig, daar artikel 55, § 3, a), van de voornoemde wet van 25 ventôse - 5 germinal jaar XI reeds het volgende bepaalt :

> "Het bedrag van de in § 1, a), bepaalde vergoeding is gelijk aan twee en een halve maal het gemiddelde, geïndexeerde en eventueel gecorrigeerde, inkomen over de laatste vijf jaar van het kantoor.".

Artikel 15

1. Paragraaf 1 bepaalt dat de beslissingen van de schatter de overdrager en de overnemer binden.

Het spreekt echter vanzelf dat iedere betwisting betreffende de vergoeding voor de overname van een notariskantoor bij de justitiële gerechten aanhangig kan worden gemaakt, daar het om burgerlijke rechten gaat.

2. Paragraaf 3, eerste lid, is overbodig in zoverre erin bepaald wordt dat de interest de wettelijke interest is (artikel 1153 van het Burgerlijk Wetboek). Bovendien wijkt die paragraaf af van artikel 1146 van het Burgerlijk Wetboek, in zoverre de schuldeiser vrijgesteld wordt van ingebrekestelling, wat de bevoegdheid van de Koning te buiten gaat (4).

Paragraaf 3, eerste lid, moet bijgevolg vervallen.

---

(4) Zie, in dezelfde zin, advies 28.082/2/V, door de afdeling wetgeving van de Raad van State verstrekt op 27 juli 1998 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 27 juli 1998 tot vaststelling van de statuten van A.S.T.R.I.D. is geworden; in dat advies staat te lezen :

"Luidens het achtste lid van deze bepaling moet, ingeval van overdracht van aandelen van de vennootschap A.S.T.R.I.D., de overnemer de prijs betalen binnen dertig dagen na de vaststelling ervan en is van rechtswege en zonder ingebrekestelling interest verschuldigd op de prijs wanneer deze termijn verstrijkt.

De bevoegdheden van de Koning worden hier overschreden. Het komt Hem niet toe de rechtsverhoudingen tussen de overdrager en de overnemer te regelen en zeker niet om af te wijken van het gemeen recht door te bepalen dat de interest van rechtswege verschuldigd is, zonder ingebrekestelling.".

3. Paragraaf 3, derde lid, bepaalt dat de kredietinstelling de vergoeding die bij haar op een bijzondere rekening is gestort, alleen ter beschikking van de overdragende notaris mag stellen indien een machtiging tot afgifte, geheel of gedeeltelijk, van de fondsen, uitgaande van de Kamer van Notarissen van het ambtsgebied waarin het kantoor gevestigd is, wordt overgelegd.

Volgens de Nationale Kamer van Notarissen heeft die bepaling tot doel te beletten dat de vergoeding gestort wordt aan een overdrager die nog verplichtingen heeft tegenover de fiscus of een cliënt, of een overdrager wiens boekhouding niet in orde is.

De laatste twee leden van paragraaf 3 hebben geen rechtsgrond en dienen te vervallen.

Artikel 16

Krachtens artikel 55, § 1, a), van de voornoemde wet van 25 ventôse - 5 germinal jaar XI moeten alle lichamelijke en onlichamelijke roerende bestanddelen die verband houden met de organisatie van het kantoor tegen vergoeding aan de als opvolger benoemde notaris worden overgedragen. Artikel 55, § 3, preciseert hoe de vergoeding berekend wordt.

Het is derhalve niet mogelijk te voorzien in een tweede vergoeding voor de residuwaarde van het overgedragen meubilair en materiaal die de overdrager fiscaal niet volledig heeft afgeschreven.

Wegens ontstentenis van iedere rechtsgrond moet artikel 16 vervallen.

Artikel 17

1. De Raad van State veronderstelt dat het eerste lid slaat op verschrijvingen in het verslag van de schatter. Dit moet worden gepreciseerd.

Tevens moet nader worden bepaald dat verschrijvingen verbeterd worden door de schatter die het verslag heeft opgesteld.

In het tweede lid is er sprake van overeenstemming tussen de partijen. Over welke partijen gaat het precies ? Worden alleen de overdrager en de overnemer bedoeld, of ook de schatter ?

2. Een rechtbank kan niet bij koninklijk besluit worden ingesteld, ook niet als het een scheidsgerecht betreft.

Overeenkomstig artikel 1682 van het Gerechtelijk Wetboek komt het voorts aan de betrokken partijen toe om vrij een scheidsrechter te kiezen indien ze besluiten een scheidsgerecht in te schakelen.

De bepalingen inzake het scheidsgerecht moeten bijgevolg vervallen.

Artikel 18

De drie gevallen waarvan sprake is in artikel 50 van de wet van 4 mei 1999 tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt moeten nauwkeuriger worden geregeld; het is niet voldoende te stellen dat artikel 2, 2°, van het ontwerpbesluit op analoge wijze toepasselijk is.

De Raad van State merkt onder meer op dat artikel 2, 2°, van het ontwerp verwijst naar de datum waarop de notaris beschouwd wordt als ontslagnemend krachtens de bepalingen van artikel 2, eerste lid, van de voornoemde wet van 25 ventôse - 5 germinal jaar XI, naar luid waarvan de notarissen één jaar vóórdat ze de leeftijd van zevenenzestig jaar hebben bereikt als ontslagnemend worden beschouwd.

In artikel 50 van de voornoemde wet van 4 mei 1999 worden echter andere data vermeld dan het tijdstip waarop de notaris de leeftijd van zevenenzestig jaar bereikt, en bovendien bepaalt de wet slechts in één van de drie genoemde

gevallen de datum waarop de bedoelde notarissen geacht worden ontslagnemend te zijn.

Artikel 19

Volgens deze bepaling beschikt de schatter over een termijn van twee maanden te rekenen van de inwerkingtreding van het ontwerpbesluit om zijn verslag op te stellen wanneer het kantoor reeds vacant is op de datum van inwerkingtreding van het ontwerpbesluit. Deze bepaling schrijft echter niet voor binnen welke termijn de schatter wordt aangewezen, zodat de termijn waarover hij beschikt om zijn verslag op te stellen in de praktijk zal afhangen van het tijdstip waarop hij is aangewezen.

In de eerste plaats moet worden bepaald binnen welke termijn de schatter wordt aangewezen, en vervolgens binnen hoeveel dagen hij zijn verslag moet indienen, voorzover die termijn verschilt van de termijn gesteld in artikel 3 van het ontwerpbesluit.

Artikel 20

Er wordt verwezen naar de opmerking gemaakt onder artikel 4 van het ontwerp.

Slotopmerking op het stuk van de legistiek

Een aantal spelfouten moeten worden verbeterd. Zo bij voorbeeld schrijve men in de Franse tekst :

1. van artikel 1, 5°, "réviseur d'entreprise";

2. van artikel 2, 2°, "démissionnaire";

3. van artikel 2, 3°, "... du ressort où est située son étude";

4. van artikel 3 "... trente".

Opmerkingen van taalkundige aard

Verscheidene formuleringen in de Nederlandse tekst van het ontwerp voldoen niet uit een oogpunt van correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen en bij wijze van voorbeeld worden de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 2

In 2°, schrijve men : "... de tweede maand die voorafgaat aan de datum waarop ...".

Artikel 3

In het tweede lid, schrijve men : "... binnen acht dagen ...". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

Artikel 5

In het eerste lid, schrijve men : "... twaalf maanden ...". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

Artikel 6

Men schrijve in het eerste lid : "... voor elk van de laatste vijf kalenderjaren die voorafgaan aan het jaar waarin ... het nettoberoepsinkomen ...".

Artikel 7

Er zou geschreven moeten worden : "... voor elk van de laatste vijf boekjaren die voorafgaan aan het boekjaar waarin ... het netto-inkomen ...".

Artikel 13

In paragraaf 1, schrijve men : "in voorkomend geval" in plaats van "gebeurlijk".

Artikel 18

Men schrijve : "... het bepaalde in artikel ... en niet "de bepaling voorzien in ...".

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou, telkens als dat nodig is, zorgvuldig verbeterd moet worden.

La chambre était composée de

Messieurs Y. KREINS, conseiller d'Etat, président,
de Heren staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY, conseillers d'Etat,
P. QUERTAINMONT, staatsraden,

J.-M. FAVRESSE, assesseurs de la section de législation,
J. KIRKPATRICK, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame B. VIGNERON, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. MARTOU, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. MARTOU, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Y. KREINS